

R E G L E M E N T    C O N C E R N A N T  
L E S    E A U X    U S E E S

\*\*\*\*\*

La commune municipale

de    BOURRIGNON

vu

- les articles 100 et 106 de la loi du 26 octobre 1978 sur l'utilisation des eaux (LUE),
- les articles 1 ss de l'ordonnance cantonale du 6 décembre 1978 sur la protection des eaux (OPE),
- la loi du 25 juin 1987 sur les constructions et l'aménagement du territoire (LCAT),
- l'ordonnance du 3 juillet 1990 sur les constructions et l'aménagement du territoire (OCAT),
- la loi fédérale sur la protection des eaux du 24 janvier 1991,
- le décret du 11 décembre 1992 concernant le permis de construire (DPC),
- l'ordonnance fédérale sur la protection des eaux du 27 octobre 1993,
- édicte, sous réserve d'approbation par le Service des communes le présent

REGLEMENT

1. Généralités

Tâche de la commune    Article 1    1. La Commune organise et surveille sur tout le territoire communal l'évacuation et l'épuration des eaux usées.

2. Elle établit et entretient le réseau public des canalisations et les installations centrales

d'épuration des eaux, ou le raccordement des eaux usées à la station d'épuration des eaux (STEP).

Division du territoire     Article 2 En vertu des articles 20 ss de l'ordonnance cantonale sur la protection des eaux(OPE) on fait, sur la base du plan communal d'assainissement, les distinctions suivantes :

- a) les secteurs délimités dans le projet général de canalisations (périmètre du PGC) qui correspondent aux zones de construction et de maisons de vacances ou aux zones de construction provisoires pour autant que le périmètre ne soit pas réduit en fonction d'un plan de viabilité à réaliser par étapes sur le plan communal (art. 21, 2è alinéa OPE);
- b) le secteur d'extension des terrains à bâtir désigné comme tel dans le plan directeur de canalisation (périmètre du ~~PDC~~ <sup>PGC</sup>);
- c) le secteur à assainir par les propriétaires fonciers privés et à leurs propres frais (secteur d'assainissement privé, habitations en dehors du périmètre).

Viabilité     Article 3 <sup>1</sup> A l'intérieur du périmètre du PGC légalement institué selon l'OPE, la viabilité est déterminée par les prescriptions de la législation cantonale sur les constructions, et par le plan communal de viabilité à réaliser par étapes.

<sup>2</sup> L'extérieur du PGC n'est viabilisé que pour les secteurs publics d'assainissement dans la mesure indiquée par le plan communal d'assainissement (art. 23 OPE).

<sup>3</sup> L'évacuation des eaux usées des zones de villégiature et des secteurs d'assainissement privés incombe aux propriétaires fonciers. Il est loisible à la commune de décider l'octroi de subsides appropriés pour les cas de rigueur excessive.

Cadastre des conduites     Article 4 <sup>1</sup> La commune établit et tient régulièrement à jour un plan de situation de l'ensemble des installations.

<sup>2</sup> De plus, la commune conserve les plans d'exécution avec les données de détail (cadastre des conduites).

Conduites publiques     Article 5 <sup>1</sup> Les droits de conduite pour conduites publiques ainsi que pour les conduites

- a) Droit de conduite privées qui servent à l'accomplissement de tâches publiques peuvent être acquis selon la procédure fixée par l'article 113 LUE ou encore par les contrats de servitudes.

2 Le dépôt des plans de conduites sera communiqué aux propriétaires fonciers par écrit, et au plus tard au moment de la mise à l'enquête.

3 Il n'est accordé aucune indemnité pour les droits de conduite; des indemnités pour dommages causés par les mesures assimilables à l'expropriation demeurent réservées.

- b) Protec- Article 6<sup>1</sup> Pour autant qu'il n'existe aucun tion des arrangement contractuel avec des dispositions conduites contraires, les conduites publiques sont protégées publiques dans leur état actuel au sens de l'article 113, 3<sup>e</sup> alinéa LUE.

2 Dans la règle, on observera une distance de 4 mètres entre les constructions et les conduites. Dans les cas particuliers, la commune peut exiger une distance plus grande si la sécurité des conduites l'exige.

3 Toute réduction de la distance fixée réglementairement entre constructions et conduites, de même que toute construction sur une conduite publique sont subordonnées à l'octroi d'une autorisation de la commune.

- c) Conduites Article 7<sup>1</sup> La commune est en droit, déjà avant sous la d'acquérir le terrain affecté à la construction des chaussée routes, de poser les collecteurs et autres conduites sous l'aire des futures routes. Pour l'octroi d'indemnités, la loi sur les constructions est déterminante.

2 Les conduites seront autant que possible posées dans l'emprise même de la route. On tiendra compte des conduites existantes et de celles qui devront être établies par la suite. L'utilisation des routes cantonales est subordonnée à une autorisation du Service des ponts et chaussées. Lorsqu'il n'est pas possible d'établir des conduites privées sans emprunter des biens-fonds privés, ou qu'il n'est pas possible de le faire sans frais excessifs, le propriétaire est tenu de permettre cet établissement, conformément à l'article 691 du CCS.

- Organe Article 8<sup>1</sup> La commune est compétente pour compétent l'exécution et la surveillance des mesures de protection des eaux.

<sup>2</sup> Elle assume en particulier les tâches suivantes :

- a) le contrôle des constructions;
- b) le contrôle de l'entretien et de l'exploitation réglementaire des installations;
- c) elle édicte les prescriptions permettant l'élimination des installations non conformes, ou leur rétablissement dans l'état conforme;
- d) elle exécute les autres tâches légales (en particulier celles qui lui sont assignées par les articles 10 et 16, 3<sup>e</sup> alinéa de l'OPE) dans la mesure où un autre organe de la commune n'a pas été déclaré compétent pour cela.

Exécution Article 9 <sup>1</sup> Pour l'exécution des décisions, les prescriptions sur l'exécution par substitution (art. 11 OPE) et sur les mesures immédiates de coercition (art. 12 OPE) sont applicables.

<sup>2</sup> Les décisions visent en premier lieu le propriétaire ou l'exploitant de constructions et d'installations. S'il y a plusieurs propriétaires ou plusieurs exploitants, ils répondent solidairement des frais; le droit récursoire selon les dispositions du droit civil demeure réservé.

Organisation de droit privé Article 10 <sup>1</sup> La commune surveille et appuie l'activité déployée par les organisations privées qui accomplissent des tâches publiques dans le domaine de la protection des eaux et de l'approvisionnement en eau; elle édicte en leur lieu et place les dispositions nécessaires à l'égard des personnes non membres dans le périmètre récepteur.

<sup>2</sup> Si ces organisations de droit privé n'accomplissent pas leurs tâches ou ne le font qu'imparfaitement, la commune peut, après leur avoir adressé un avis comminatoire, prendre à leur frais les mesures nécessaires.



## II. Autorisation

### en matière de protection des eaux

---

Autorisation exigée Article 11 <sup>1</sup> Celui qui entend établir des constructions ou installations ou prendre d'autres mesures servant à la protection des eaux ou pouvant causer un dommage à celles-ci est tenu de requérir au préalable une autorisation à cet effet.

<sup>2</sup> Nécessitent en particulier une autorisation l'établissement et l'agrandissement des ouvrages suivants :

- a) bâtiments et parties de bâtiments avec apport d'eaux usées;
- b) autres constructions telles que
  - bâtiments et installations servant à l'entreposage, au transvasement et au transport de liquides pouvant altérer les eaux, de même que celles servant à fabriquer ces liquides, à les traiter, à les utiliser, à les transformer ou à éliminer leurs résidus;
  - installations servant à épurer, recueillir ou évacuer des eaux usées;
  - fosses à engrais et à ordures;
  - places de parcage avec possibilité de laver les véhicules à moteur;
- c) places d'extraction de matériaux (carrières, sablières, glaisière et autres);
- d) place d'entreposage pour produits de l'industrie et de l'artisanat, matériaux de construction et autres;
- e) déchets agricoles, industriels et artisanaux, décombres, ainsi que véhicules, machines et engins de tout genre hors d'usage;
- f) places de camping;
- g) cimetières.

3 Nécessitent d'autre part une autorisation :

- a) les transformations, c'est-à-dire les modifications importantes du point de vue de la protection des eaux apportées aux constructions et installations, notamment celles qui ont pour but d'agrandir le volume utile, d'augmenter le nombre de logements ou de changer le mode d'utilisation ou d'exploitation;
- b) l'établissement d'habitations mobiles, caravanes, tentes et autres installations semblables à l'extérieur d'une place de camping autorisée et ce au même endroit pour une durée de plus de trois mois dans le courant de l'année civile;
- c) tout dépôt de matières solides dans des eaux;
- d) tout genre d'écoulement d'eaux usées par infiltration;
- e) tout genre de déversement d'eaux dans un cours d'eau.

4 Sont enfin soumis à une autorisation en matière de protection des eaux pour autant qu'ils soient projetés dans des régions où existent des eaux souterraines (secteur de protection des eaux A, zones et périmètres de protection des eaux souterraines, bassins versants de sources) :

- a) les modifications de plus de 1,20 m de hauteur apportées au terrain dans la zone S (comblements et excavations); ou celles de moins de 1,20 m lorsque la surface est supérieure à 100 m<sup>3</sup> (art. 4 DPC)
- b) l'entreposage passager de liquides qui peuvent altérer les eaux et de matières solides solubles dans l'eau;
- c) les travaux accomplis dans le sol et dans lesquels on utilise des matières et liquides pouvant altérer les eaux (par exemple imprégnation des fondements d'un bâtiment et autres semblables);
- d) la construction et la modification importante de routes appartenant aux communes ou aux particuliers;
- e) les corrections de rivières et ruisseaux pouvant avoir une influence sur le régime des eaux du voisinage (par exemple par infiltration).

Procédure obligations des autorités      Article 12 <sup>1</sup> A la procédure d'autorisation en matière de protection des eaux s'appliquent par analogie les dispositions qui règlent la procédure d'octroi du permis de construire, pour autant que la nature de l'affaire ou la législation cantonale sur la protection des eaux n'appellent pas de dérogation à cette procédure.

<sup>2</sup> Avant de délivrer le permis de construire, les autorités compétentes en matière de permis de construire examineront si les autorisations nécessaires concernant la protection des eaux ont été accordées; si ce n'est pas le cas, le permis de construire ne peut en principe pas être délivré.

Requêtes      Article 13 <sup>1</sup> Les requêtes tendant à la protection des eaux doivent être adressées à la commune et établies sur formule officielle; celle-ci doit être remplie complètement.

<sup>2</sup> Seront joints à la requête tous les plans, descriptifs, etc. permettant de juger en connaissance de cause. En particulier, on joindra en 3 exemplaires et munis des signatures du requérant et de l'auteur du projet :

- a) un plan de situation à l'échelle du plan cadastral. Le projet y sera porté, ainsi que les canalisations et autres conduites publiques existantes,
- b) un extrait de la carte topographique au 1:25'000 et 1:50'000 avec désignation précise du lieu ou coordonnées exactes,
- c) un schéma d'évacuation des eaux et un profil en long de la conduite de raccordement, longueurs à l'échelle du plan cadastral, hauteurs au 1:100 éventuellement 1:50,
- d) éventuellement les détails des regards, des installations d'épuration et des installations spéciales (par exemple séparateurs d'huile, de graisse, d'essence ou autres installations d'épuration),
- e) pour tant que ce soit nécessaire, la légitimation concernant l'octroi d'un droit de conduite ou d'un droit d'introduction dans une conduite privée.

Requête générale et question préalable      Article 14 <sup>1</sup> S'il s'agit de lotissement d'une certaine importance, si la situation juridique n'est pas claire, de même qu'en vue d'installations et mesures présentant des difficultés et à réaliser dans des secteurs d'eaux souterraines ou aux

limites de ces secteurs, l'intéressé peut, avant de présenter une requête proprement dite, soumettre une requête générale; en pareil cas, s'appliquent par analogie les dispositions du décret concernant la procédure d'octroi du permis de construire relatives aux demandes générales de construction.

<sup>2</sup> Les décisions préalables et les autorisations générales ne lient l'autorité compétente que pendant six mois au plus et dans la mesure seulement où ces décisions et autorisations se rapportent aux faits mentionnés dans la question posée préalablement.

Publication Article 15 <sup>1</sup> Si la requête se rapporte à un projet dont il faut donner connaissance publiquement en vertu du décret concernant la procédure d'octroi du permis de construire, elle doit être publiée dans les formes de la publication en matière de construction et avec indication des mesures prévues de protection des eaux.

<sup>2</sup> On fera en outre connaître publiquement deux fois, de la manière usuelle et en indiquant les mesures prévues pour la protection des eaux, les projets mentionnés ci-après :

- a) - les citernes enterrées;
  - les stations de distribution de carburants liquides;
- b) si le projet est destiné à être exécuté dans un secteur d'eau souterraine (secteur de protection des eaux A, zones de protection des eaux souterraines, bassins versants de sources) :
  - tout genre de places de transvasement pour liquides pouvant altérer les eaux, à l'exception de celles destinées aux installations domestiques de chauffage d'une capacité inférieure à 50'000 litres;
  - installations d'épuration particulières de tout genre;
  - canalisations d'eaux usées, pour autant qu'elles touchent à des zones et périmètres de protection d'eau souterraine, ainsi qu'aux bassins versants de sources;
  - aménagement et agrandissement de places de camping;
  - conduites enterrées pour liquides pouvant altérer les eaux;

- travaux routiers des communes et des particuliers.

Autorisa- Article 16 Si le traitement d'une requête en  
tions parti- matière de protection implique l'octroi d'une  
culières de autorisation particulière (raccordement au réseau  
la commune d'égouts, par ex.) ou une décision préalable (par  
ex. crédits lors de construction sans  
raccordement immédiat aux canalisations, art. 81  
OPE), on statuera aussi vite que possible sur ce  
point avec mention des éventuelles possibilités de  
recours.

Préparation Article 17 <sup>1</sup> La commune veille à ce que les indi-  
de la cations contenues dans la requête et la documenta-  
décision tion y relative soient complètes, elle examine si  
les dispositions relatives à la procédure et les  
autres prescriptions de droit public ont été obser-  
vées.

<sup>2</sup> Elle dirige les pourparlers de conciliation,  
auxquels elle invite un représentant de l'autorité  
qui a la compétence de statuer sur la requête si  
les difficultés du cas le justifient.

<sup>3</sup> Ensuite, si la commune n'a pas elle-même cette  
compétence, elle transmet à l'autorité compétente  
le dossier de la requête avec le procès-verbal des  
pourparlers de conciliation et son propre rapport.

<sup>4</sup> Toutefois, si la construction nouvelle ou la  
transformation projetée se trouve en dehors du  
terrain à bâtir, elle adresse la requête  
accompagnée du dossier d'autorisation d'exception  
au Département de l'Environnement et de  
l'Equipement, conformément à la loi sur les  
constructions.

<sup>5</sup> La commune doit examiner d'office si la requête  
porte sur une construction nouvelle ou une  
transformation à exécuter en dehors du terrain à  
bâtir valablement délimité, selon les dispositions  
légales; elle est tenue, le cas échéant, de rendre  
les autorités compétentes attentives au cas  
d'exception.

Autorisa- Article 18 <sup>1</sup> Dans la règle, l'autorisation en  
tion et matière de protection des eaux est communiquée en  
pérémpion même temps que le permis de construire.

<sup>2</sup> Elle devient caduque si les travaux d'exécution  
du projet n'ont pas été entrepris dans le délai

construire, elle partage le sort du permis de construire relatif au même objet.

3 Les dispositions de la législation sur les constructions s'appliquent par analogie à la révocation de l'autorisation en matière de protection des eaux; cette dernière autorisation peut en outre subir des modifications avant le début des travaux d'exécution du projet si, après coup, est intervenue une possibilité de mesures communes au sens des dispositions de la LUE et de l'OPE.

### III. Obligation de raccordement et prescriptions techniques

---

Obligation  
de raccor-  
dement

Article 19 <sup>1</sup> Toutes les eaux usées du périmètre d'un réseau d'égouts doivent être déversées dans les canalisations publiques ou dans les canalisations privées d'intérêt public (art. 18 LPE)

<sup>2</sup> Ce périmètre comprend toutes les constructions et installations situées à l'intérieur de la zone délimitée par le PGC de même que les constructions et installations situées en dehors de cette zone, dans la mesure où leur raccordement au réseau d'égouts est opportun et peut raisonnablement être exigé (art. 11 de la loi fédérale sur la protection des eaux du 24 janvier 1991).

<sup>3</sup> Si l'écoulement libre n'est pas possible, les eaux usées seront pompées.

<sup>4</sup> Les eaux usées ménagères des exploitations agricoles sont déversées dans le réseau d'égouts publics selon les principes de l'alinéa 2 du présent article.

Traitement  
préalable  
des eaux  
usées noci-  
ves

Article 20 Les eaux usées qui ne se prêtent pas à être déversées dans une canalisation ou qui peuvent nuire au processus d'épuration seront rendues inoffensives par un traitement spécial avant d'être envoyées aux égouts. Les frais causés par ce prétraitement incombent à l'assujetti.

Autorisa-  
tion provi-  
soire et  
renonciation  
concernant  
les instal-  
lation  
d'eaux usées

Article 21 <sup>1</sup> S'il s'agit de constructions nouvelles ou de transformations pour lesquelles il n'existe pas de possibilité de raccordement à une station centrale d'épuration des eaux usées, mais que par ailleurs les conditions sont remplies en vue de l'octroi d'une autorisation de protection des eaux, il sera en règle générale délivré une autorisation provisoire prévoyant des mesures de remplacement appropriées jusqu'à ce que soit donnée la possibilité de raccordement.

<sup>2</sup> A titre de mesure de remplacement, il sera établi une installation d'épuration mécano-biologique ou une fosse digestive à trois compartiments.

<sup>3</sup> Le Département de l'Environnement et de l'Equipement peut toutefois atténuer ces exigences si les circonstances spéciales du cas le justifient; il fixe alors les conditions détaillées d'une telle renonciation. Demeurent réservés les articles 21 et 26 de l'ordonnance fédérale générale sur la protection des eaux.

<sup>4</sup> A titre de compensation pour cette renonciation, le propriétaire foncier ou le détenteur du permis de construire versera à la commune une contribution unique correspondant à l'économie de frais qui en résulte pour lui. Cette contribution ira à un fonds des eaux usées uniquement affecté aux installations publiques des eaux usées.

Mesures  
collectives

a) Principes

Article 22 <sup>1</sup> Les propriétaires fonciers sont tenus d'établir des installations communes d'eaux usées, pour autant qu'il n'en résulte pas des frais supplémentaires disproportionnés.

<sup>2</sup> Les eaux usées provenant d'entreprises industrielles et artisanales ainsi que de bâtiments non habités en permanence tels que maisons de vacances, doivent être mélangées avec les eaux usées ménagères déversées régulièrement.

<sup>3</sup> Les exploitants d'installations existantes privées d'eaux usées sont tenus d'accepter les eaux usées provenant d'autres bâtiments anciens et nouveaux dans les limites de la capacité de leurs installations, au besoin, ils agrandiront ces dernières.

<sup>4</sup> Celui qui construit de nouvelles installations privées d'eaux usées peut être tenu, en vertu des principes énoncés aux 1er et 2è alinéas de concevoir son installation pour la rendre apte à recevoir les quantités d'eaux usées provenant du périmètre récepteur en vue d'un assainissement ou

d'un lotissement imminent (réserve de capacité et réserve d'extension).

<sup>5</sup> Les frais des installations collectives seront répartis sur les propriétaires fonciers en proportion de leur intérêt.

<sup>6</sup> Les frais de raccordement de détail en dehors de la parcelle privée seront répartis à l'ensemble des propriétaires raccordés sur la base d'un forfait.

b)  
Ordonnances

Article 23 <sup>1</sup> La commune veille à ce que les installations communes privées fassent l'objet d'une planification opérée à temps.

<sup>2</sup> Elle prend au besoin les ordonnances nécessaires comprenant la répartition des frais, la détermination des personnes responsables des installations, ainsi que la réglementation des questions d'ordre technique, administratif et financier.

<sup>3</sup> Les dispositions de la législation sur les constructions relatives à la viabilité de détail s'appliquent par analogie à la procédure. Le plan et les prescriptions qui s'y rapportent nécessitent l'approbation du Département de l'Environnement et de l'Equipement.

Infiltrations

Article 24 <sup>1</sup> Les puits perdus pour eaux usées, épurées ou non, sont en principe interdits.

<sup>2</sup> Le requérant qui demande qu'il soit fait une exception à l'interdiction d'infiltration doit apporter, par des éléments hydrogéologiques et par d'autres preuves cas échéant nécessaires, la preuve de l'innocuité de la mesure qu'il requiert.

<sup>3</sup> L'Office des eaux et de la protection de la nature peut exiger des examens complémentaires, notamment des essais de traceurs, y compris la preuve quantitative du cheminement du traceur.

Principes généraux, système de séparation, piscines

Article 25 <sup>1</sup> Les raccordement de bâtiment, canalisations et installations accessoires seront établis dans les règles de l'art; un contrôle d'étanchéité et de respect des prescriptions et directives applicables en la matière peut être exigé par la commune.

<sup>2</sup> L'eau propre (eau de toit, fontaine, d'avant-place,) doit être complètement séparée de l'eau polluée et soumise à infiltration; si ce n'est pas possible, elle doit être évacuée séparément, s'il n'en résulte pas des frais disproportionnés.

<sup>3</sup> Les eaux provenant de places de stationnement pour véhicules à moteur seront, en général, évacuées de la même manière que les eaux mentionnées à l'alinéa 2, après avoir transité par un collecteur de boues.



4 En ce qui concerne les piscines, l'eau de rinçage du filtre et l'eau de curage du bassin seront évacuées dans la canalisation des eaux usées; en revanche, le reste du contenu du bassin sera évacué dans l'exutoire s'il n'en résulte pas des frais excessifs.

Exutoires  
pour eaux  
usées épu-  
rées

Article 26 L'Office des eaux et de la protection de la nature désigne l'exutoire pour les eaux usées épurées si des motifs d'hygiène des eaux l'exigent; le juge civil statue sur les prétentions en dommages-intérêts que pourrait faire valoir le propriétaire des eaux.

Tracé des  
conduites

Article 27 <sup>1</sup> Le réseau de canalisation sera conçu de manière telle que, sous réserve de l'alinéa 2, les eaux usées parviennent à la station d'épuration par le chemin le plus court, dans les temps les plus brefs et sans arrêt ou dépôt intermédiaire.

<sup>2</sup> Pour les constructions nouvelles, aucune conduite d'eaux usées ne sera posée dans la zone de protection autour d'un captage d'eau souterraine. Pour le raccordement des constructions existantes on s'efforcera d'éviter la zone de protection dans la mesure du possible.

Viabilité  
de base et  
de détail

Article 28 <sup>1</sup> Lors de l'établissement de conduites privées on tiendra compte, pour ce qui concerne le diamètre, la profondeur et la pente, du projet général des canalisations de la commune.

<sup>2</sup> Si des installations de viabilité de base doivent être exécutées par des particuliers, les frais seront remboursés à ces personnes conformément aux dispositions de la législation sur les constructions.

<sup>3</sup> Pour les installations de viabilité de détail, les dispositions légales sur la construction sont également valables.

Exécution  
des condui-  
tes

Article 29 <sup>1</sup> Les conduites seront établies de telle manière qu'elles soient aussi courtes que possible, en ligne droite, d'une étanchéité absolue et à l'abri du gel.

<sup>2</sup> En cas de changement peu important de direction et de pente de la conduite de raccordement, on utilisera des tuyaux à coude ou on construira un regard. Si l'écart est supérieur à 30 degrés, le regard est de rigueur. Les canalisations secondaires et les conduites de raccordement devront aboutir à la conduite principale à mi-hauteur et dans un angle de 60 degrés au plus, par rapport à la direction d'écoulement de l'eau.

3 Les raccordements devront être préservés autant que possible contre le refoulement et être établis au moyen de pièces de raccordement spéciales.

4 Les eaux usées d'un bâtiment devront passer par un regard de contrôle avant d'aboutir à la canalisation communale.

Locaux situés en sous-sol

Article 30 <sup>1</sup> Pour l'évacuation des eaux de caves et pour les raccordements de locaux dont le sol se trouve en-dessous du niveau de refoulement du réseau d'égouts, on installera un clapet de refoulement efficace.

<sup>2</sup> Si les eaux usées doivent être élevées artificiellement, le point culminant de la conduite de refoulement doit se trouver au-dessus du niveau de refoulement de la canalisation.

Diamètre

Article 31 <sup>1</sup> Le diamètre intérieur des conduites de raccordement d'immeubles ne sera pas, en principe, inférieur à 15 cm.

<sup>2</sup> La pente sera choisie de manière telle que toutes les matières polluantes soient évacuées; elle sera répartie aussi régulièrement que possible.

<sup>3</sup> Les pentes suivantes sont valables en principe :

- pour tuyaux de 15 cm de diamètre : 3 %
- pour tuyaux de 20 cm de diamètre : 2 %
- pour tuyaux de 30 cm de diamètre : 1 %

Stations d'épuration privées et fosses à purin

Article 32 <sup>1</sup> Les installations d'épuration particulières et les fosses à purin doivent être aménagées à l'extérieur des bâtiments. Leurs murs extérieurs seront séparés complètement des fondations du bâtiment. Si les installations sont proches de ces fondations, on les en isolera par des matériaux appropriés. Des exceptions peuvent être accordées pour des fosses à purin d'étables nouvelles et cela dans la mesure où les conditions statiques le permettent. Cette preuve doit être fournie par le requérant.

<sup>2</sup> Elles seront aménagées de telle manière que le contrôle et la vidange soient possibles en tout temps.

<sup>3</sup> Les fosses à purin et les silos à fourrage doivent être étanches et n'avoir aucun trop-plein ni aucun écoulement qui conduise dans le sol environnant, à l'égout ou dans un cours d'eau. En cas de soupçons fondés, la commune peut, en tout temps, ordonner un contrôle de l'étanchéité des conduites.

4 Le fumier doit être entreposé sur une assise en béton étanche et munie de bords relevés. Les eaux résiduelles doivent être conduites à la fosse à purin.

Zones et  
périmètres  
de protec-  
tion

Article 33 <sup>1</sup> S'il existe des zones ou périmètres de protection des eaux, les directives ou les interdictions de construire données avec la décision doivent être observées.

<sup>2</sup> Si un captage d'eau souterraine ou une source pour lesquels il n'existe pas encore de zone de protection se trouvent mis en danger par un projet, leur propriétaire ou celui qui en a la jouissance peut former opposition et, dans les trois mois à compter du jour où le délai d'opposition est écoulé, déposer publiquement une requête en vue de l'établissement d'une zone de protection.

<sup>3</sup> Dans le dépôt public d'une demande de zone de protection, il ne peut dans le secteur prévu et jusqu'à décision définitive, être prise aucune mesure qui puisse faire échouer totalement ou partiellement la réalisation de la zone de protection.

<sup>4</sup> Toute personne touchée dans ses intérêts peut faire opposition auprès de l'Office des eaux et de la protection de la nature pour retard apporté à la liquidation d'une procédure de protection des zones. Cet office prend en pareil cas les décisions nécessaires.

Lavage de  
véhicules  
à moteur

Article 34 <sup>1</sup> Est interdit le lavage des véhicules à moteur de tout genre au moyen de produits de lavage, rinçage et nettoyage en des lieux qui ne disposent pas d'une conduite d'évacuation des eaux dans des stations d'épuration.

#### IV Contrôle de chantier

---

Contrôle

Article 35 <sup>1</sup> Pendant et après l'exécution des projets autorisés, la commune contrôle l'observation des prescriptions légales, ainsi que des clauses contenues dans l'autorisation.

<sup>2</sup> Dans les cas présentant des difficultés, elle peut faire appel aux spécialistes de l'OEPN ou

bien, si des circonstances spéciales le justifient, recourir aux services d'experts privés.

3 Par le fait qu'elle contrôle et réceptionne des constructions ou des installations, la commune n'assume aucune responsabilité quant à leur valeur ou quant à leur concordance avec les prescriptions légales, le propriétaire ou exploitant n'est en particulier pas libéré de l'obligation de recourir à d'autres mesures de protection en cas d'efficacité d'épuration insuffisante ou d'autre danger d'altération des eaux.

Devoirs du bénéficiaire de l'autorisation      Article 36 <sup>1</sup> Le bénéficiaire d'une autorisation annoncera assez tôt à la commune le début de la construction ou d'autres travaux pour que ces organes soient en mesure d'exercer un contrôle efficace.

2 Il annoncera les installations achevées, en vue de leur réception avant d'en recouvrir les parties importantes et avant de les mettre en exploitation.

3 Les plans d'exécution tenus à jour seront remis lors de la réception.

4 La réception sera consignée dans un bref procès-verbal.

5 Si le bénéficiaire de l'autorisation néglige ses devoirs et si le contrôle s'en trouve rendu difficile, il doit prendre à sa charge les frais supplémentaires qui résultent de sa négligence.

6 Le bénéficiaire d'une autorisation doit, outre les émoluments, payer également à la commune les dépenses provoquées par le contrôle de chantier.

Modifi-      Article 37 <sup>1</sup> Toute modification importante d'un  
cation du      projet autorisé nécessite l'approbation préalable  
projet      de l'autorité qui a délivré l'autorisation.

2 Sont en particulier considérés comme modifications importantes le changement d'emplacement des constructions et installations, la modification des dimensions de la conduite d'amenée et de la conduite d'évacuation, l'utilisation d'un autre matériau de construction, d'isolation et de revêtement ou d'autres parties de machines, ainsi que tout changement apporté au projet touchant à son effet d'épuration, à la sécurité ou à la capacité des installations.

## V Exploitation et entretien

---

Interdiction de déverser certaines matières

Article 38 <sup>1</sup> Il est interdit d'introduire dans les canalisations des matières pouvant endommager les installations ou susceptibles de nuire au processus d'épuration dans l'installation publique.

<sup>2</sup> Il est, en particulier, interdit d'y déverser des matières toxiques, infectieuses, radioactives, inflammables ou présentant un danger d'explosion, des liquides à forte teneur d'acides, de potasse, de sels ou qui, après mélange dans la conduite, soient d'une température supérieure à 30°C, des gaz et des vapeurs de toutes sortes, des eaux usées contenant une quantité excessive d'huiles ou de graisses, du purin d'étable ou du jus de silo, des corps visqueux ou solides susceptibles d'obstruer les conduites tels que sable, gravats, ordures, scories, cendres, chiffons, déchets de cuisine ou de boucherie, boue de carbure, boues provenant de dépotoirs, de fosses d'épuration et de séparateurs, matières plastiques, bas, etc..

<sup>3</sup> L'évacuation de déchets de cuisine passés au broyeur n'est pas autorisée.

Responsabilité en cas de dommages

Article 39 <sup>1</sup> Les propriétaires de conduites de raccordement répondent de tout dommage provoqué par un vice d'installation, d'exécution des conduites ou par manque d'entretien. Ils sont aussi tenus, en particulier, à réparer les dommages causés par la non-observation du présent règlement.

<sup>2</sup> La commune ne répond pas des dommages causés aux installations raccordées ou aux tiers par suite de refoulement dans les conduites qui ne sauraient lui être imputés, ou qui sont provoqués par des cas de force majeure.

Entretien et nettoyage

Article 40 <sup>1</sup> Toutes les installations d'évacuation et d'épuration des eaux usées doivent être maintenues en bon état, tant du point de vue construction que du point de vue exploitation.

<sup>2</sup> Les conduites de raccordement privées de même que toutes les installations établies par des particuliers pour épurer des eaux usées ou les rendre inoffensives doivent être entretenues et

nettoyées périodiquement par le propriétaire ou par l'usager.

3 En cas de négligence et après avertissement resté sans effet, le conseil communal peut ordonner l'entretien des installations des eaux usées par des tiers, moyennant remboursement des frais. Il peut être recouru contre cette décision.

Evacuation  
des eaux  
usées,  
boues  
digérées

Article 41 Celui qui, professionnellement, fait évacuer des eaux usées, des boues digérées et autres matières semblables qui peuvent être traitées dans des stations d'épuration des eaux usées doit être en possession d'une autorisation de l'OEPN.

## VI Assainissement des eaux usées

---

Assainis-  
sement  
a) Raccor-  
dements de  
maisons

Article 42 <sup>1</sup> Dans le secteur des canalisations publiques et des canalisations privées servant à des fins publiques, les conduites de raccordement aux bâtiments doivent être établies ou adaptées aux frais des propriétaires au moment où les conduites collectrices destinées au périmètre récepteur sont posées ou modifiées.

2 En cas de doute, la commune détermine le périmètre récepteur d'une conduite selon l'appréciation que lui dicte son devoir.

3 Les propriétaires fonciers tenus à raccordement présenteront à la commune les plans de projets nécessaires au plus tard à l'époque où se font les travaux de creusage pour le collecteur. La commune les avisera à temps du début des travaux.

4 Dans le secteur d'assainissement privé, la commune ordonne les raccordements conformément au plan d'assainissement; en cas d'urgence ou sur injonction de l'Office des eaux et de la protection de la nature, la mesure sera ordonnée avant l'établissement du plan communal d'assainissement ou avant que courent les délais qui y sont prévus.

5 La commune veille en particulier à ce que les dispositions relatives aux mesures collectives privées soient observées.

6 Une fois le raccordement effectué, les installations d'épuration particulières (fosses)

doivent être mises hors de service. Cependant, elles peuvent être utilisées pour filtrer les eaux de pluie.

b) Autres mesures d'assainissement

Article 43 <sup>1</sup> S'il n'y a pas possibilité de raccordement à une station publique d'épuration des eaux usées, la commune ordonne les mesures prescrites par la législation sur la protection des eaux; elle le fait conformément au plan d'assainissement et d'entente avec l'Office des eaux et de la protection de la nature.

<sup>2</sup> L'ordonnance doit être rendue avant l'établissement du plan communal d'assainissement en cas d'urgence, en particulier lorsque le régime exutoire n'est pas satisfaisant, en cas d'infiltrations, de même que dans les secteurs d'eau souterraine.

<sup>3</sup> Les mêmes règles s'appliquent aux constructions et installations existant à l'intérieur du périmètre des canalisations et pour lesquelles il doit être établi des installations d'épuration particulières appropriées à titre de solution transitoire jusqu'au moment du raccordement au réseau des canalisations.

d) Autorisation et contrôle

Article 44 <sup>1</sup> Dans le cas de mesures d'assainissement, la commune peut décider d'engager la procédure ordinaire d'octroi de l'autorisation si aucun raccordement direct à une station centrale d'épuration des eaux usées n'est possible.

<sup>2</sup> La commune surveillera l'exécution de toutes les mesures privées d'assainissement en appliquant les prescriptions relatives au contrôle des travaux en relation avec les autorisations en matière de protection des eaux.

## VII Redevances

---

Financement des installations des eaux usées

Article 45 <sup>1</sup> Le financement des installations publiques des eaux usées incombe à la commune. A cette fin, elle dispose des moyens suivants :

- des émoluments uniques et périodiques versés par les usagers de l'installation;
- des prestations de l'Etat et de la Confédération;

- des propres prestations de la commune (bâtiments et installations publics);
- d'autres contributions de tiers.

2 Après l'entrée en vigueur du présent règlement, les frais d'établissement des conduites de raccordement des bâtiments et des biens-fonds particuliers sont à la charge du propriétaire.

Base pour le calcul des émoluments      Article 46 <sup>1</sup> Pour le calcul des émoluments uniques et périodiques, on tiendra compte, au sens de l'article 106 LUE, des prestations particulières de la commune et d'autres sources puis on s'assurera que le produit des émoluments perçus couvre les frais d'exploitation et d'entretien des installations et permet le service des intérêts et de l'amortissement du capital engagé, de même que la création d'un fonds de renouvellement.

2 Le délai d'amortissement du capital investi est de 30 ans au plus.

Emoluments uniques  
Emoluments de canalisations et STEP      Article 47 <sup>1</sup> Pour couvrir les dépenses déjà faites ou à faire par la commune pour la participation aux frais de construction de la STEP et des canalisations publiques, les propriétaires des biens-fonds déjà raccordés ou à raccorder doivent verser un émolument de rachat unique fixé à Fr. 1150.-- par équivalent-habitant (EH) (voir définition de l'EH à l'article 48).

2 Cet émolument sera payé en un versement ou en trois, cinq ou dix tranches annuellement. Les tranches seront majorées d'un intérêt annuel calculé sur le solde de la dette, correspondant au taux de l'emprunt contracté par la commune.

3 S'agissant des constructions qui interviendront après l'entrée en vigueur du présent règlement, il sera perçu un émolument de Fr. 1125.-- par équivalent-habitant. Cet émolument de Fr. 1125.-- sera indexé sur l'indice de la construction zurichois. L'émolument sera payé lors de la délivrance du permis de construire. Si la construction ne se réalise pas, l'émolument sera en grande partie remboursé.

4 En cas d'augmentation du nombre des EH, occasionnée notamment par de nouvelles constructions et par des transformations ou encore en raison de reconstruction après incendie, un émolument proportionnel sera perçu pour autant que le montant des transformations dépasse Fr. 20'000.--.



5 les contributions de dispense (contributions au fonds des eaux usées) qui, selon le règlement transitoire, ont été payées pour la renonciation à une installation d'épuration particulière seront totalement prises en compte.

Définition des EH (équivalents habitants)      Article 48 On calculera les équivalents-habitants (EH) de la manière suivante :

- 1 EH par chambre habitable (cuisine et salle de bains non comprises, mais séjour et salle à manger compris);
- les très grandes pièces (séjour non séparé de la salle à manger) ne comptent que pour une pièce:
- les pièces dont la surface est inférieure à 8 m<sup>2</sup> ne comptent pas.

Pour le calcul des cas spéciaux, tels que bâtiments commerciaux, hôtels, restaurants, écoles, églises, etc., les bases de calcul figurant sur l'annexe 1 du présent règlement serviront de référence. Pour les cas ne figurant pas dans cette annexe, l'Office des eaux et de la protection de la nature fixera lui-même les EH.

Dispositions communes

Article 49 <sup>1</sup> Une surtaxe particulière sur l'émolument des bâtiments sera exigée des entreprises industrielles ou artisanales qui produisent de grandes quantités d'eau résiduaire; d'autre part, une réduction sera accordée si l'entreprise produit une quantité proportionnellement minime d'eaux usées.

<sup>2</sup> En cas d'incendie ou de démolition du bâtiment, et si un nouveau bâtiment est érigé dans le délai de cinq ans, on établira un décompte des émoluments payés jusqu'à ce moment.

Emoluments annuels d'utilisation

Article 50 <sup>1</sup> Etant donné que l'épuration des eaux usées du village améliore directement la qualité de l'eau à la source de Pré sur l'eau, la moitié des frais d'exploitation du service des canalisations et de la station d'épuration sont imputés au service des eaux.

<sup>2</sup> La seconde moitié des frais sus-mentionnés sont à la charge des propriétaires des biens-fonds raccordés à la canalisation publique.

<sup>3</sup> Un émolument d'utilisation minimum de Fr. 30.-- sera perçu par appartement et par entreprise artisanale.

4 Selon les résultats du compte d'exploitation et du compte des frais d'investissement, l'assemblée communale peut élever ou abaisser ce taux.

5 En cas de pollution particulièrement importante des eaux usées, le Conseil communal fixe une surtaxe convenable.

6 Dans la mesure où le 30 % au moins de l'eau prélevée par une entreprise artisanale ou industrielle n'est pas déversé dans la canalisation d'eaux usées (par exemple : établissement d'horticulture, exploitation agricole, eau de refroidissement directement déversée dans un cours d'eau) une réduction équitable de l'émolument pourra être consentie tenant compte de la quantité d'eaux usées effectivement déversée par l'entreprise. Il appartient au producteur d'eaux usées de fournir la preuve nécessaire. Pour les agriculteurs, une réduction de 15 m<sup>3</sup> par UGB et par année sera consentie.

Exigibilité      Article 51 <sup>1</sup> L'émolument unique de canalisation et STEP est exigible dès l'entrée en vigueur du présent règlement. Il sera perçu sur tous fonds bâtis, nouvelles constructions ou transformations.

Débiteur des émoluments      Article 52 <sup>1</sup> L'émolument de rachat est dû par la personne qui, au moment de l'échéance était propriétaire du bâtiment raccordé. De plus, les acquéreurs ultérieurs sont tenus au paiement des émoluments encore dus au moment de l'acquisition; le droit de recours contre le propriétaire antérieur demeure réservé.

<sup>2</sup> Les taxes d'utilisation sont dues par le propriétaire actuel du bâtiment.

Droit de gage foncier de la commune      Article 53 Pour garantir la couverture des émoluments uniques qui lui sont dus, la commune est au bénéfice d'une hypothèque légale grevant l'immeuble raccordé selon l'article 88, ch. 4 LICCS.

## VIII Dispositions pénales et finales

Infrac-  
tions au  
règlement

Article 54 <sup>1</sup> Les infractions au présent règlement ainsi qu'aux ordonnances édictées en vertu de celui-ci sont passibles d'amendes allant jusqu'à Fr. 1'000.-- pour chaque cas, en quoi le décret sur le pouvoir répressif des communes est applicable.

<sup>2</sup> L'application des prescriptions pénales cantonales et fédérales reste réservée.

Décision en  
cas de con-  
testation

Article 55 Les décisions relatives à l'application du présent règlement peuvent être attaquées dans les trente jours selon les voies de droit prévues dans le Code de procédure administrative du 30 novembre 1978.

Entrée en  
vigueur et  
adaptation

Article 56 <sup>1</sup> Le présent règlement entre en vigueur dès son approbation par le Service des communes.

<sup>2</sup> Dès son entrée en vigueur, il abroge toutes les dispositions antérieures qui lui sont contraires. Il abroge en particulier :

le règlement concernant le fonds des eaux usées du 19 décembre 1980.

.....

<sup>3</sup> Le Conseil communal fixe le délai dans lequel les installations existantes doivent être adaptées au présent règlement.

Ainsi débattu et accepté par l'assemblée communale de Bourrignon, le 31 mai 1994.

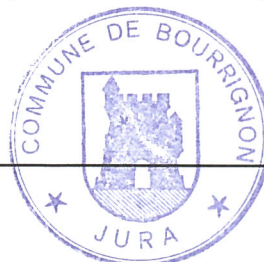
Bourrignon, le 31 mai 1994

Au nom de l'Assemblée communale :

Le président :



La secrétaire :



Certificat de dépôt

La secrétaire communale soussignée certifie que le règlement concernant les eaux usées a été déposé publiquement 20 jours avant et 20 jours après l'assemblée communale avec indication des possibilités de faire opposition.

Oppositions : 3

Bourrignon, le 21 juin 1994

La secrétaire communale :



Décision d'approbation par le Service des communes :

APPROUVÉ

■/sans réserve

21 OCT 1994

Delémont, le .....

Le Chef du Service des communes



## Table des matières

### I. Généralités

- Art. 1 Tâches de la commune
- art. 2 Division du territoire
- Art. 3 Viabilité
- Art. 4 Cadastre des conduites
- Art. 5 Conduites publiques
  - a) Droit de conduite
- Art. 6 b) Protection des conduites publiques
- Art. 7 c) Conduites sous la chaussée
- Art. 8 Organe compétent
- Art. 9 Exécution
- Art. 10 Organisations de droit privé

### II. Autorisations en matière de protection des eaux

- Art. 11 Autorisation exigée
- Art. 12 Procédure, obligations des autorités compétentes
- Art. 13 Requêtes
- Art. 14 Requête générale et question préalable
- Art. 15 Publication
- Art. 16 Autorisations particulières de la commune
- Art. 17 Préparation de la décision
- Art. 18 Autorisation et péremption

### III. Obligation de raccordement et prescriptions techniques

- Art. 19 Obligation de raccordement
- Art. 20 Traitement préalable des eaux usées nocives
- Art. 21 Autorisation provisoire et renonciation concernant les installations d'eaux usées
- Art. 22 Mesures collectives
  - a) Principes
- Art. 23 b) Ordonnances
- Art. 24 Infiltrations
- Art. 25 Principes généraux, systèmes de séparation, piscines
- Art. 26 Exutoire pour eaux usées épurées
- Art. 27 Tracé des conduites
- Art. 28 Viabilité de base et de détail
- Art. 29 Exécution des conduites
- Art. 30 Locaux situés en sous-sol
- Art. 31 Diamètre
- Art. 32 Stations d'épuration privées et fosses à purin
- Art. 33 Zones et périmètres de protection
- Art. 34 Lavage de véhicules à moteur

#### IV. Contrôle de chantier

- Art. 35 Contrôle
- Art. 36 Devoirs du bénéficiaire de l'autorisation
- Art. 37 Modification du projet

#### V. Exploitation et entretien

- Art. 38 Interdiction de déverser certaines matières
- Art. 39 Responsabilité en cas de dommages
- Art. 40 Entretien et nettoyage
- Art. 41 Evacuation des eaux usées, boues digérées

#### VI. Assainissement des eaux usées

- Art. 42 Assainissement
  - a) Raccordements de maisons
- Art. 43 b) Autres mesures d'assainissement
- Art. 44 d) Autorisation et contrôle

#### VII. Redevances

- Art. 45 Financement des installations d'épuration des eaux usées
- Art. 46 Base de calcul des émoluments
- Art. 47 Emoluments uniques, émoluments de canalisation STPE
- Art. 48 Définition des équivalents-habitants (EH)
- Art. 49 Dispositions communes
- Art. 50 Emoluments annuels d'utilisation
- Art. 51 Exigibilité
- Art. 52 Débiteur des émoluments
- Art. 53 Droit de gage foncier de la commune

#### VIII. Dispositions pénales et finales

- Art. 54 Infractions au règlement
- Art. 55 Décision en cas de contestation
- Art. 56 Entrée en vigueur et adaptation.

## ANNEXE 1 : Bases de détermination des équivalents-habitants des entreprises industrielles et artisanales

### a) Notion d'équivalent-habitant (EH)

A la charge polluante réelle des habitants d'une région, il faut ajouter celle occasionnée par les activités industrielles, artisanales et commerciales qui n'est généralement pas négligeable. On exprime volontiers cette charge supplémentaire en équivalents-habitants qui s'appuie sur la double définition des volumes d'eau et de la quantité de polluants (exprimé dans les paramètres adéquats) produits par un habitant et par jour. Il s'agit donc d'une *référence aux eaux usées ménagères*.

On distingue :

- les **équivalents-habitants-hydrauliques (EHH)** se référant à une consommation en eau spécifique journalière (fixée par exemple sur la base de la consommation spécifique moyenne de l'ensemble des communes du SECO ou alors selon le mode de calcul adopté par le canton du Jura)
- les **équivalents-habitants-biochimiques (EHB)** se référant à la production journalière moyenne par habitant de DBO5 (demande biochimique en oxygène pendant 5 jours, c'est-à-dire la quantité d'oxygène en solution dans l'eau absorbée par les microorganismes assimilateurs de matières organiques dans un processus aérobie naturel de minéralisation de ces matières présentes dans les eaux usées).  
Cette production spécifique est en moyenne de 75 g/hb\*jour. (50 g/hab\*jour si les eaux usées ne présente pas de matières décantables, comme par exemple l'effluent d'une laiterie)

Remarque : Comme la composition des eaux usées industrielles est généralement différente de celle des eaux usées domestiques, une même industrie représentera des nombres différents d'EH hydrauliques et d'EH biochimiques.

### b) Calculs des équivalents-habitants biochimiques et hydrauliques

Pour les EH biochimiques des laiteries, fromagerie, boucherie, distilleries, etc., le calcul se fait en divisant le nombre d'EH annuel total par le nombre de jours d'activité de l'entreprise. S'il existe une différence significative entre cette valeur moyenne et la valeur EH de pointe, cette dernière sera déterminante.

Pour les autres entreprises, on calcule en fonction du nombre de personnes occupées, du nombre de lits ou de places assises, mais au minimum 1 EH par bâtiment.

<u>Laiterie, fromagerie</u>	:	1 EH par 250 m3 de lait livré par année.
<u>Boucherie, abattoir</u>	:	104 jours de travail par année 30 EH/1 pièce de petit bétail (porc, veau) 100 EH/1 pièce de gros bétail (boeuf)

<u>Garage</u>	:	310 jours de travail par année 1 EH/3 personnes travaillant en permanence + 1 EH/250 litres eaux usées
<u>Usine, atelier</u> (métallurgie, boîtes de montres, etc)	:	250 jours de travail par année Sans eaux industrielles : 1 EH/2 personnes travaillant en permanence dans l'entreprise De cas en cas, les pollutions spécifiques à chaque entreprise doivent être incluses et ajustées, sous réserve du code ODS (Ordonnance sur les déchets spéciaux)
<u>Boulangerie-pâtisserie</u>	:	310 jours de travail par année 1 EH / personne
<u>Restaurant, café</u>	:	365 jours de travail par année 1 EH/4 places assises (1 place = 1.5 à 2 m2) Supplément pour terrasses, salle de réunion : 1 EH/20 places assises (1 place = 1 m2)
<u>Hôtel, auberges, pensions</u>	:	365 jours de travail par année 1 EH/lit
<u>Cidrerie</u>	:	28 EH/m3 de cidre réparti sur 2 à 3 mois par année
<u>Ecole</u>	:	sans salle de gymnastique : 1 EH/4 élèves avec salle de gymnastique (et douches) 1 EH/élèves
<u>Salle de gymnastique</u>	:	avec toilettes séparées (et pouvant servir de cantonement à la troupe) : 1 EH/15 m2 de surface
<u>Abri de protection civile</u>	:	1 EH/20 places
<u>Eglise</u>	:	sans locaux particuliers : 1 EH/ 100 places
<u>Bâtiment administratif</u>	:	salles 1 EH/ places (15000)

Pour l'ensemble de ses bâtiments, la commune prend le 5 % du coût du projet à sa charge  
Pour le calcul des EH hydrauliques, on admet :

$1 \text{ EH} = 0,025 \text{ m}^3/\text{heure}$
---

Ce débit correspond à une consommation spécifique de 350 litres par habitant et par jour calculé sur 14 heures.

Le calcul des EH hydrauliques d'une entreprise se fera sur la base de la consommation journalière de pointe répartie sur le temps de travail effectif (généralement compris entre 8 et 9 heures).